

Le budget

res que le gouvernement a extirpées du public en cinq ans de mauvaise gestion économique, à comparer les sommes prélevées avec le montant du déficit?

Voyons ce que le gouvernement appelle la réduction budgétaire. Nous entendons dire constamment, je l'ai entendu au moins trois fois pendant le débat, que la réduction du déficit était attribuable dans une proportion de 70 p. 100 aux compressions des dépenses publiques. J'aimerais qu'on me dise dans quelle mesure la réduction résulte des impôts supplémentaires que les conservateurs ont arrachés aux contribuables. C'est ce chiffre-là que nous devons examiner. C'est ce chiffre-là que devrait donner le secrétaire parlementaire. Je lui demande de fournir ces chiffres maintenant. Il ne les a peut-être pas.

M. Nicholson: Madame la Présidente, je suis très heureux de répondre au député qui a soulevé la question des hausses d'impôt. Il a parlé précisément de la TPS et m'a mis au défi de défendre les augmentations d'impôt proposées par les conservateurs.

Je puis dire au député que ces hausses d'impôt ne me gênent aucunement. J'ai dit à la Chambre que les dépenses gouvernementales sont réduites, que leur croissance est restreinte, que des changements ont été apportés à la fiscalité et qu'il y a eu des hausses d'impôt ces cinq ou six dernières années. J'ai été heureux de défendre ces majorations, car je sais qu'elles mettent le Canada sur la bonne voie.

Lors d'un débat auquel j'assistais, entre les candidats aux élections de 1988, une personne qui pensait pouvoir me coincer m'a demandé: «Comment avez-vous osé vous débarrasser du régime d'épargne-logement? Pour quelle raison l'avez-vous fait?» J'ai répondu: «Pour économiser de l'argent.» Le gouvernement fédéral est en difficulté financière. C'est pourquoi nous avons dû réviser le régime fiscal. Nous avons réduit les dépenses gouvernementales, car nous savons que cette mesure s'imposait.

Le député a parlé de la TPS. Je vais vous dire que j'ai pris un intérêt plus que passager aux débats tenus l'autre soir entre le ministre des Finances et le porte-parole du Parti libéral pour les finances au sujet de la TPS. J'adore lire les journaux et, bien sûr, ceux qui viennent de l'Alberta. Permettez-moi de donner quelques exemples de ce que des journaux de l'Alberta ont dit après que le porte-parole du Parti libéral eut parlé. Un des éditoriaux

de l'*Edmonton Sun* disait à propos des libéraux: «Aucune idée nouvelle.»

L'*Edmonton Journal* disait ceci: «Une promesse creuse des libéraux.» C'est ce qu'on a pensé des politiques financières du Parti libéral. L'*Edmonton Sun* déclarait au sujet du ministre des Finances: «M. Cool a raison de se réjouir.» On y dit: «Les libéraux ne sont pas à la hauteur de M. Wilson dans l'affrontement sur la TPS.»

Dans le *Globe and Mail*, on a dit: «La confusion s'accroît au sujet de la position des libéraux sur la TPS.» Pourquoi devrait-il en être autrement? Pourquoi le Parti libéral devrait-il agir autrement qu'avec l'Accord du lac Meech, l'Accord du libre-échange ou la réduction du déficit? Il fallait évidemment s'y attendre. Mais soyons justes, peut-être ne sont-ils perdus qu'à propos des questions les plus importantes. Quant à nous, nous appuyons le ministre des Finances. Le critique libéral devrait peut-être s'entretenir avec ses collègues pour connaître leur position à l'égard de la TPS.

Le *Globe and Mail* avait raison. Je serais heureux d'en déposer un exemplaire si un député le désirait et, bien sûr, d'envoyer cet article à mes électeurs qui le voudraient.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période de questions et d'observations est terminée.

[Français]

Reprise du débat. L'honorable député d'Outremont a la parole.

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Madame la Présidente, la semaine dernière était une semaine de relâche à la Chambre des communes et j'en ai profité pour aller rencontrer les gens de ma circonscription d'Outremont.

Je voulais rester près d'eux et connaître leurs préoccupations, leurs espoirs, leurs problèmes. Il va sans dire que les groupes d'âge et les champs d'intérêts varient, mais de façon générale, la population d'Outremont est préoccupée par l'environnement, la stabilité de ses revenus, les taux d'intérêt, l'emploi, l'immigration et le devenir de son milieu d'appartenance.

J'ai bien reçu aussi des commentaires, pas toujours très favorables, sur le Budget déposé le 20 février dernier par le ministre des Finances. Je ne dis pas qu'ils étaient tous satisfaits. Par contre, ils voyaient tous dans ce plan de travail et dans le Budget une volonté de continuer à gérer